

26 1

A. 6846 L.

2



ARRÊT DU CONSEIL D'ÉTAT DU ROI,

*Portant cassation d'une Ordonnance de M. le Marquis
du Chilleau, Gouverneur, Lieutenant général de
Saint-Domingue, du 27 Mai dernier, concernant
l'introduction des farines Étrangères.*

Du 23 Juillet 1789.

Extrait des Registres du Conseil d'Etat.

L E ROI s'étant fait représenter, en son Conseil, une
Ordonnance rendue le 27 Mai dernier, sous le
nom des Administrateurs de Saint-Domingue, signée
seulement par le M.^{rs} du Chilleau, Gouverneur général,

A421-A

399540B

enregistrée au Conseil supérieur de la Colonie, le 29^e du
 même mois, portant prorogation jusqu'au 1.^{er} Octobre
 prochain, de la permission d'importer du biscuit & des
 farines étrangères, accordée par une Ordonnance antérieure
 du 31 mars, enregistrée audit Conseil supérieur le 1.^{er}
 avril; Sa Majesté auroit reconnu, qu'indépendamment
 de la prorogation du terme que les circonstances pouvoient
 rendre nécessaire, ladite Ordonnance du 27 mai dernier
 contient la permission d'importer les farines & biscuit
 étrangers, dans tous les Ports d'Amirauté, & d'en exporter
 les denrées coloniales pour la valeur desdites farines &
 biscuit, au préjudice des loix prohibitives & des dispo-
 sitions, tant de l'Arrêt du Conseil du 30 août 1784,
 que de la Dépêche du 13 novembre suivant, par laquelle,
 de l'ordre de Sa Majesté, le Secrétaire d'État de la
 Marine avoit adressé circulairement ledit Arrêt aux
 Administrateurs des Colonies. A quoi voulant pourvoir:
 Oûi le rapport; LE ROI ÉTANT EN SON CONSEIL,
 a cassé & annullé ladite Ordonnance du 27 mai dernier,
 en ce qu'elle autorise l'importation du biscuit & des
 farines étrangères dans tous les Ports d'Amirauté de
 Saint-Domingue, & qu'elle permet l'exportation à
 l'étranger des denrées coloniales, qui pourront être
 données en paiement. Ordonne Sa Majesté que lesdits
 comestibles ne pourront être introduits jusqu'au 1.^{er} Octobre
 prochain, par tous bâtimens François ou Étrangers, que
 par les trois Ports d'entrepôt, & qu'il ne pourra, à cette
 occasion, être exporté à l'étranger d'autres denrées &

FR REV

DC

141

F871

V. 624

marchandises que celles mentionnées en l'article III de l'Arrêt du Conseil du 30 aout 1784, lequel sera au surplus exécuté selon sa forme & teneur. Sera le présent Arrêt, enregistré au Greffe du Conseil supérieur de Saint-Domingue, lû, publié, imprimé & affiché par-tout où besoin sera.

FAIT au Conseil d'État du Roi, Sa Majesté y étant, tenu à Versailles le vingt-trois Juillet mil sept cent quatre-vingt neuf. *Signé* LA LUZERNE.

A VERSAILLES,
DE L'IMPRIMERIE ROYALE.

M. DCCLXXXIX.